

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end – 21 Mars 2026

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

-Nyiragongo : le Mwami de Bukumu appelle à l'unité, à la paix et au développement local. À travers un meeting public, Butsitsi Kahembe IV Isaac insiste sur la cohésion sociale, la sécurité et la responsabilité des notables

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



À l'Est, les drones frappent sans relâche : la société civile dénonce

Depuis plus d'un an, Minembwe vit sous la menace d'attaques quasi hebdomadaires — à Goma, la mort d'un agent de l'UNICEF révèle l'ampleur d'une crise qui s'installe dans la durée et frappe durement les populations civiles

À Goma, le chef de division Cyprien Ngoga sensibilise la population de Murara à l'importance des titres fonciers et au respect du plan cadastral



RDC KINSHASA : La controverse sur la révision constitutionnelle fragilise Bahati Lukwebo et expose les divisions de l'AFDC-A

Un point de presse aux répercussions politiques majeures jusqu'à la démission de Modeste Bahati Lukwebo



ÉDITORIAL

Construire des ponts plutôt que des barrières : une voie pour la paix dans la région des Grands Lacs

La région des Grands Lacs africains demeure l'un des espaces les plus stratégiques du continent. Située au cœur de l'Afrique centrale, riche en ressources naturelles et en potentialités humaines, elle est souvent considérée comme un véritable poumon économique et écologique de la région.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, cette zone est également marquée par des cycles répétés de tensions, de conflits et de méfiance entre communautés et entre États. Face à ces réalités, une évidence s'impose progressivement : aucune paix durable ne peut être construite uniquement par la force ou par la multiplication des barrières politiques, sécuritaires ou identitaires. L'expérience de l'histoire montre au contraire que les sociétés qui parviennent à se stabiliser sont celles qui choisissent de construire des ponts plutôt que d'ériger des murs. Construire des ponts signifie avant tout rétablir la confiance entre les peuples. Dans la région des Grands Lacs, les liens culturels, linguistiques et économiques entre les populations sont anciens et profonds. Les frontières politiques n'ont jamais totalement effacé ces réalités humaines qui continuent de relier les communautés au-delà des États. Dans ce contexte, les initiatives favorisant le dialogue, la coopération régionale et la reconnaissance mutuelle des identités apparaissent comme des leviers essentiels pour désamorcer les tensions. La paix ne se construit pas seulement autour des tables de négociation diplomatique ; elle se bâtit aussi dans la vie quotidienne, dans les échanges commerciaux, dans les initiatives communautaires et dans la capacité des sociétés à se reconnaître mutuellement.

La région des Grands Lacs possède tous les atouts pour devenir un moteur de développement pour l'Afrique centrale. Ses terres fertiles, ses lacs, ses ressources minières et l'énergie de sa jeunesse pourraient constituer la base d'une prospérité partagée. Mais cette ambition ne pourra se réaliser que dans un climat de stabilité et de coopération. Ainsi, plutôt que de multiplier les barrières qui isolent les peuples et nourrissent la méfiance, il devient nécessaire de favoriser la construction de ponts : ponts politiques, ponts économiques, ponts culturels et humains. Car c'est dans la capacité des peuples de la région à dialoguer, à coopérer et à reconnaître leurs intérêts communs que réside la véritable clé d'une paix durable. La région des Grands Lacs n'est pas condamnée à être un espace de rivalités. Elle peut aussi devenir un modèle de résilience et de coexistence pacifique pour l'ensemble du continent africain. Et dans cette perspective, chaque effort visant à rapprocher les peuples, à encourager le dialogue et à promouvoir la coopération constitue déjà une pierre posée dans la construction d'un avenir plus stable et plus prospère.

KIBANDO SENGI PAULIN

Karisimbi : face aux conflits fonciers, les autorités appellent à la sécurisation des parcelles

À Goma, le chef de division Cyprien Ngoga sensibilise la population de Murara à l'importance des titres fonciers et au respect du plan cadastral



Goma — La problématique foncière continue de susciter des inquiétudes dans la commune de Karisimbi. Pour y faire face, le chef de division et conservateur des titres immobiliers de la circonscription foncière de Karisimbi, Cyprien Ngoga, a tenu une séance d'échange avec les cadres de base du quartier Murara, au site communément appelé « Office ».

Cette rencontre avait pour objectif principal de sensibiliser les autorités locales et la population sur la nécessité d'obtenir des titres fonciers afin de sécuriser les parcelles et prévenir les conflits.

L'importance des titres fonciers mise en avant
Au cours de son intervention, Cyprien Ngoga a insisté sur la valeur juridique et sécuritaire des titres fonciers, rappelant

que leur absence expose les propriétaires à des litiges et à d'éventuelles pertes de biens.

Il a également dénoncé certaines pratiques devenues fréquentes à Goma, notamment :

la construction anarchique, l'occupation des servitudes publiques, et l'érection d'habitations sous les lignes à haute tension.

Selon lui, ces comportements compromettent non seulement la sécurité des habitants, mais aussi l'organisation urbaine de la ville.

« C'est la route de l'État et non d'un individu. Chacun doit respecter les limites de sa parcelle pour éviter des démolitions demain », a-t-il averti.

Respect du plan cadastral et sécurité publique
Le chef de division a également insisté sur le respect strict du plan cadastral, notamment dans le quartier Murara, où plusieurs cas d'obstruction des ruelles et sentiers ont été signalés.

Il a mis en garde contre les conséquences de ces pratiques, notamment en cas d'incendie, où l'accès des services de secours pourrait être gravement compromis.

« Lorsqu'il y a blocage des voies, même les véhicules anti-incendie ne peuvent pas intervenir. Ce sont pourtant les autorités qui seront interpellées », a-t-il ajouté.

Une population appelée à se conformer
De son côté, la cheffe adjointe du quartier

Murara a salué cette initiative, reconnaissant que de nombreux habitants évoluent encore dans l'informel, sans maîtrise des exigences légales liées à la propriété foncière.

Elle a affirmé que cette sensibilisation permettra d'améliorer la compréhension des obligations citoyennes et d'encourager la population à régulariser sa situation. « Beaucoup ignorent leurs obligations vis-à-vis de l'État. Aujourd'hui, nous sommes éclairés et cela va nous aider à mieux sensibiliser la population », a-t-elle déclaré.

Elle a également tenu à rassurer les habitants : « Il ne s'agit pas de ravir les parcelles aux citoyens, mais de les aider à les sécuriser conformément à la loi. »

Vers une gestion foncière plus responsable
Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la gouvernance foncière à Goma, où les autorités entendent lutter contre l'urbanisation anarchique et promouvoir une occupation ordonnée de l'espace.

La population de Murara est ainsi appelée à se conformer aux normes en vigueur, notamment par l'obtention de titres fonciers et le respect des limites parcellaires.

Par la rédaction TIC-TAC HEBDO

À l'Est, les drones frappent sans relâche : la société civile dénonce

Depuis plus d'un an, Minembwe vit sous la menace d'attaques quasi hebdomadaires — à Goma, la mort d'un agent de l'UNICEF révèle l'ampleur d'une crise qui s'installe dans la durée et frappe durement les populations civiles



Attaques répétées par drones dans les zones sous contrôle AFC/M23 : la société civile plurielle de Goma exige des enquêtes internationales indépendantes

Goma — La tension reste vive dans l'Est de la République démocratique du Congo, où les populations civiles dénoncent une série d'attaques par drones ayant frappé plusieurs zones habitées sous administration de l'AFC/M23. Face à cette situation, des milliers d'habitants de la ville de Goma sont descendus dans la rue pour exprimer leur indignation et exiger des enquêtes internationales crédibles.

Selon les organisateurs, cette mobilisation vise à condamner ce qu'ils qualifient de « massacres à répétition » attribués au gouvernement de Kinshasa à travers l'usage de drones des FARDC. Parmi les incidents récents évoqués figure une attaque survenue à Goma, ayant causé la mort de trois personnes, dont Karine Buisset, responsable de l'UNICEF au Nord-Kivu. Cette attaque fait suite à celle de Rubaya, dans le territoire de Masisi, où le colonel Willy Ngoma aurait également perdu la vie.

Partie du rond-point Signers, la manifestation, encadrée par des éléments de la police révolutionnaire congolaise (PRC), a parcouru plusieurs artères principales de la ville. Les manifestants dénoncent des actes qu'ils considèrent comme des violations du cessez-le-feu récemment évoqué dans les initiatives diplomatiques régionales, notamment sous médiation angolaise.

Sur les banderoles, des messages forts traduisaient la colère populaire : « Goma n'est pas un champ de bataille »,

« Non à la guerre, oui à la paix », ou encore des slogans mettant directement en cause les autorités de Kinshasa.

Un mémorandum remis à la MONUSCO

La marche s'est achevée au quartier général de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), où un mémorandum a été officiellement remis.

Dans ce document, lu par Gentil Sony Mulume, représentant de la société civile plurielle, les organisateurs expriment leur profonde indignation face à des attaques qualifiées de ciblant des populations civiles, notamment à Goma, dans le Nord-Kivu, ainsi qu'à Minembwe au Sud-Kivu.

« Aucune logique militaire ne peut justifier des attaques par drones qui exposent délibérément les populations civiles à la mort et à la terreur », souligne le mémorandum.

Les signataires rappellent que ces actes constitueraient une violation grave du droit international humanitaire, notamment des principes de protection des civils en période de conflit.

Des recommandations fermes

Face à cette situation jugée alarmante, plusieurs recommandations ont été formulées :

Au gouvernement de Kinshasa : cesser immédiatement les bombardements dans les zones habitées et respecter les obligations internationales en matière de protection des civils et du personnel humanitaire ;

À la communauté internationale (ONU, Union européenne, ONG des droits humains) : ouvrir des enquêtes indépendantes, crédibles et transparentes afin d'établir les responsabilités ;
Aux organisations humanitaires : renforcer l'assistance aux victimes ;
Aux autorités locales : garantir la sécurité des populations et soutenir les familles affectées.
Une situation sécuritaire toujours préoccupante

Le document revient également sur plusieurs attaques recensées dans les territoires de Masisi et Rutshuru, notamment à Kazinga, Katoyi, Luke, Nyange-Mpati et Masisi-centre, où plus de vingt personnes auraient été tuées.

Dans la localité de Kikuku, en chefferie de Bwito, des habitations ont été incendiées, causant la mort de plusieurs civils, dont des enfants. Des incidents similaires sont signalés à Rutshuru-centre et dans ses environs.

Au Sud-Kivu, la région de Minembwe reste également touchée par des violences récurrentes depuis 2022, aggravant une situation humanitaire déjà critique.

Un appel à la protection des civils

En conclusion, la société civile plurielle rappelle que « la vie humaine est sacrée » et insiste sur la nécessité de placer la protection des populations civiles au cœur de toute stratégie sécuritaire ou militaire.

Par Marty Dacruz OLEMBA / Baraka KUDA KISALI

RDC KINSHASA : La controverse sur la révision constitutionnelle fragilise Bahati Lukwebo et expose les divisions de l’AFDC-A

Un point de presse aux répercussions politiques majeures jusqu’à la démission de Modeste Bahati Lukwebo



Kinshasa — La sortie médiatique de Modeste Bahati Lukwebo sur la question sensible de la révision constitutionnelle a marqué un tournant décisif dans sa trajectoire politique. Ce point de presse, loin d’apaiser le débat, a au contraire ravivé les tensions au sein de la classe politique et accentué les divisions internes de son propre regroupement, l’AFDC-A.

À travers ses déclarations, Bahati Lukwebo a pris position dans un débat hautement sensible, où toute prise de parole est scrutée et interprétée à l’aune des équilibres politiques nationaux. Mais cette sortie médiatique a été perçue par certains comme une prise de distance avec certaines lignes politiques dominantes, provoquant ainsi une vague de critiques.

Une position controversée sur la révision constitutionnelle
Le point de presse de Bahati Lukwebo sur la révision de la Constitution est rapidement devenu le centre de l’attention politique. Dans un contexte où cette question divise profondément l’opinion publique et la classe dirigeante, ses propos ont été jugés ambigus, voire en décalage avec les attentes de certains partenaires

politiques.
Cette prise de position a ouvert un débat intense, alimentant les suspicions sur ses intentions politiques et son positionnement réel dans les rapports de force en cours. Pour ses détracteurs, il s’agissait d’une erreur stratégique ; pour ses partisans, d’un exercice de liberté d’expression politique. L’AFDC-A traversée par des tensions internes
Au-delà du débat national, c’est au sein même de son regroupement politique que les répercussions ont été les plus visibles. L’AFDC-A, longtemps perçue comme une structure relativement cohérente, a vu émerger des fissures importantes.

Des cadres et membres influents ont exprimé des divergences de fond quant à la ligne politique à suivre, certains se désolidarisant ouvertement des propos de leur leader. Ces tensions internes ont mis en lumière des rivalités latentes et des désaccords stratégiques jusque-là contenus.
La controverse a ainsi servi de révélateur des fragilités internes du regroupement,

posant la question de son unité et de sa capacité à maintenir une ligne commune face aux grands enjeux nationaux.
Une pression politique croissante
Face à la montée des critiques et à l’isolement progressif qui en a découlé, la pression politique autour de Bahati Lukwebo s’est intensifiée. Entre contestations internes et repositionnements au sein des alliances politiques, sa marge de manœuvre s’est progressivement réduite.
Dans un environnement politique marqué par des équilibres fragiles, toute prise de position divergente peut rapidement se transformer en facteur de fragilisation. Le cas Bahati Lukwebo en est une illustration.

Une démission aux allures de conséquence politique
C’est dans ce contexte tendu que la démission de Bahati Lukwebo est intervenue, apparaissant pour beaucoup comme l’aboutissement d’une séquence de tensions déclenchée par sa sortie sur la révision constitutionnelle.
Au-delà de l’acte en lui-même, cette démission traduit les recompositions en cours au sein de la classe politique congolaise, où les positions individuelles sont de plus en plus soumises aux dynamiques collectives et aux rapports de force internes.
Une séquence révélatrice des recompositions politiques
L’épisode Bahati Lukwebo met en lumière les défis auxquels sont confrontés les leaders politiques en RDC : naviguer entre convictions personnelles, lignes partisans et équilibres institutionnels.
Il souligne également la fragilité des regroupements politiques face aux enjeux nationaux majeurs, où une prise de position peut rapidement devenir un facteur de division.

Par la rédaction TIC-TAC HEBDO



Hommes : -Coiffure complète et simple -Soins de visage et lave tête
Dames : -Défrisage -Plantes -Tresses -Manucure et pédicure
Adresse : Avenue MULONGWE en diagonal du bureau de la Commune de Karisimbi au quartier Katoyi
Contacts : +243974357713 et +243903471885

Masisi : un pont annoncé à Kamuronza pour relancer la mobilité et l'économie locale

Le vice-gouverneur Amani Bahati Chadrack projette la construction d'un ouvrage stratégique sur l'axe Sake–Kitchanga

Masisi — La réhabilitation des infrastructures dans les zones sous administration de l'AFC/M23 franchit une nouvelle étape. En mission d'itinérance dans le territoire de Masisi, le vice-gouverneur en charge de l'économie, des finances et du développement, Amani Bahati Chadrack, a annoncé la construction imminente d'un pont dans le groupement de Kamuronza.

Cet ouvrage sera érigé sur l'axe stratégique reliant Sake à Kitchanga, précisément au niveau du site communément appelé « Péage », une zone clé pour la circulation des personnes et des marchandises entre les territoires de Masisi et de Rutshuru.

Un axe vital pour l'économie agro-pastorale

Lors de cette visite de terrain, les autorités ont constaté la nécessité urgente de doter cette zone d'un pont afin de faciliter la mobilité et sécuriser la traversée, notamment en période de fortes pluies.

Cette route constitue en effet une importante voie de desserte agricole, empruntée quotidiennement pour l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. La construction de cet ouvrage devrait ainsi améliorer considérablement les échanges commerciaux et soutenir les activités économiques locales.

Une réponse à une attente de la population

L'annonce de ce projet a suscité une vive émotion et un réel espoir au sein des populations locales, longtemps confrontées aux difficultés de mobilité et d'accès aux marchés. Dans cette région majoritairement agro-pastorale, l'absence d'infrastructures adaptées a souvent constitué un frein majeur au développement, limitant les échanges et accentuant l'isolement de certaines localités.

Pour de nombreux habitants, la construction de ce pont représente bien plus qu'un simple ouvrage : il s'agit d'une solution concrète à des défis quotidiens. En période de pluies notamment, la traversée de cet axe devient particulièrement difficile, voire impraticable, entraînant des pertes économiques importantes dues à l'impossibilité d'acheminer les produits agricoles vers les centres de consommation. Cette situation affecte directement les revenus des ménages et fragilise davantage une économie déjà sous pression.

Au-delà de la question de la mobilité, ce projet est perçu comme un levier stratégique pour la relance économique locale. En facilitant la circulation des personnes et des marchandises, il devrait permettre une meilleure intégration des circuits commerciaux entre Masisi, Rutshuru et les



grands centres urbains comme Goma. Les producteurs locaux pourraient ainsi écouler leurs produits dans de meilleures conditions, avec une réduction des coûts de transport et des pertes post-récolte.

Par ailleurs, cette infrastructure pourrait stimuler l'émergence de nouvelles activités économiques le long de cet axe, notamment le commerce de proximité, le transport et les services. Elle contribuerait également à renforcer les liens sociaux entre les communautés, en favorisant les échanges et la cohabitation pacifique dans une zone marquée par des années de conflits.

Enfin, pour les autorités, cet investissement s'inscrit dans une vision plus large visant à faire du Nord-Kivu un véritable pôle agricole et économique. En améliorant la connectivité des zones rurales, il devient possible de valoriser pleinement le potentiel agro-pastoral de la région et de poser les bases d'un développement durable, inclusif et résilient.

Vers la relance du territoire de Masisi

Au-delà de son utilité immédiate, la construction de ce pont est perçue comme un signal fort en faveur du développement du territoire de Masisi, longtemps affecté par l'insécurité et les conflits armés.

Ce projet pourrait contribuer à redorer l'image de cette région, autrefois considérée comme

la « Suisse de la RDC » en raison de son potentiel agricole et touristique, aujourd'hui en voie de reconstruction.

Un engagement des autorités provinciales

Lors de son passage à Sake, le vice-gouverneur a également réaffirmé la volonté des autorités provinciales, sous l'impulsion du gouverneur Bahati Musanga Erasto, de moderniser les infrastructures routières afin de soutenir le développement socio-économique de la province.

Il a appelé la population à s'approprier ces initiatives et à accompagner les efforts engagés pour améliorer durablement les conditions de vie dans la région.

Des travaux imminents

Les premières évaluations techniques ont déjà été effectuées sur le site, et le lancement effectif des travaux est annoncé dans les prochains jours.

Ce projet d'infrastructure vient ainsi renforcer la dynamique de reconstruction et de développement dans les territoires concernés, avec l'ambition de reconnecter durablement les zones rurales aux centres économiques.

Par Marty Dacruz OLEMBA

Goma : au marché central de Virunga, l’assainissement s’impose comme une priorité L’administrateur Delphin Bitwayiki appelle les locataires à renforcer l’hygiène dans le cadre du “Salongo”



Goma — Considéré comme l’un des principaux pôles économiques de la ville, le marché central de Virunga joue un rôle stratégique dans l’approvisionnement des populations de Goma et de ses environs. À ce titre, les questions d’hygiène et d’assainissement y occupent désormais une place centrale.

À travers les travaux communautaires dits « Salongo », l’administrateur du marché, Delphin Bitwayiki, intensifie la sensibilisation des marchands et marchandes afin de garantir un environnement propre et conforme aux exigences d’un grand centre commercial urbain. Un marché au cœur de l’économie locale Le marché de Virunga relie plusieurs quartiers clés, notamment Murara, Mapendo, Himbi et le quartier

du Volcan, répartis entre les communes de Goma et Karisimbi. Chaque jour, des centaines de commerçants y exercent leurs activités, assurant l’approvisionnement en produits vivriers et non vivriers malgré un contexte socio-économique difficile.

Lors d’une descente sur le terrain, plusieurs vendeurs ont salué les efforts d’encadrement entrepris, tout en évoquant la baisse du pouvoir d’achat qui affecte leurs activités. Une organisation interne pour l’assainissement Au-delà des enjeux économiques, l’administration du marché met un accent particulier sur la propreté des lieux. Selon Delphin Bitwayiki, une commission interne a été mise en place pour coordonner les activités d’assainissement de manière régulière.

« L’hygiène, la propreté et l’assainissement sont assurés quotidiennement par les marchands eux-mêmes. La qualité des services dépend directement de l’état hygiénique du marché », a-t-il expliqué. Les travaux sont organisés en deux phases hebdomadaires : Mercredi : collecte des déchets et immondices Vendredi : évacuation vers les dépotoirs publics En complément, les journées du samedi sont

consacrées aux travaux communautaires dans le cadre du Salongo.

Un appel à la responsabilité des locataires L’administrateur du marché appelle l’ensemble des détenteurs de stands à maintenir cet engagement et à s’approprier pleinement les efforts d’assainissement. Pour lui, un marché propre contribue non seulement à la santé publique, mais aussi à l’image de la ville de Goma, souvent considérée comme une destination touristique majeure dans la région des Grands Lacs. Vers un modèle de marché propre et organisé

Déterminé à poursuivre cette dynamique, Delphin Bitwayiki affirme que la sensibilisation des locataires restera une priorité, avec l’objectif de faire du marché central de Virunga un modèle d’organisation et de salubrité.

Cette initiative s’inscrit dans la vision des autorités urbaines visant à faire de Goma une ville moderne, attractive et respectueuse des normes d’hygiène.

Par Marty Dacruz OLEMBA

Goma : le “Salongo” gagne du terrain grâce à l’adhésion des motards, transporteurs et opérateurs économiques

Le maire adjoint Désiré Ngabo Kisuba consolide la dynamique d’assainissement avec un soutien croissant des atceurs urbains



Goma — Les travaux communautaires communément appelés « Salongo » prennent de l’ampleur dans la ville de Goma. Sous l’impulsion du maire adjoint Désiré Ngabo Kisuba, cette initiative d’assainissement bénéficie désormais de l’engagement actif des motocyclistes, des conducteurs de taxis-bus et des opérateurs économiques.

Regroupés au sein de la coordination des conducteurs des motos et tricycles (CCMT), les conducteurs d’engins motorisés, appuyés par les transporteurs en commun, ont répondu présents à cet appel citoyen. Ils participent chaque samedi à ces travaux d’intérêt général, exécutés de 7h30 à 10h00 dans

plusieurs artères de la ville. Une mobilisation progressive autour de l’assainissement

Lors de la journée du 21 février dernier, ces différentes corporations se sont jointes aux actions du maire adjoint pour des opérations de nettoyage et d’assainissement. Le point de départ était fixé au rond-point ULPGL, au niveau du campus Moïse, où les femmes vendeuses de fruits et légumes avaient déjà amorcé les travaux avant d’être rejointes par les jeunes volontaires.

Balayage des chaussées, curage des caniveaux et sensibilisation des usagers ont rythmé cette opération, avec pour objectif de redonner à Goma son image de ville propre et organisée.

Un appel à la responsabilité collective

Profitant de cette mobilisation, les représentants des conducteurs ont lancé un message fort à leurs pairs :

« Nous devons rendre notre ville propre. Nous appelons tous les conducteurs de motos et tricycles à s’engager afin que l’assainissement devienne une réalité durable pour tous », ont-ils déclaré.

Cet engagement traduit une volonté croissante des usagers de la route de contribuer activement au développement urbain.

Le maire adjoint salue un changement d’image

Très satisfait de cette participation, le maire adjoint Désiré Ngabo Kisuba a salué

l’implication des motards et chauffeurs, longtemps critiqués par le passé.

« Ces jeunes, autrefois stigmatisés, démontrent aujourd’hui leur capacité à contribuer à la construction et à la sécurisation de la ville. Ils doivent être encouragés pour cette transformation positive », a-t-il affirmé.

Il a également insisté sur le rôle clé de ces acteurs dans la dynamique de développement local, appelant à maintenir cet élan collectif.

Une dynamique appelée à durer

Cette mobilisation ne s’est pas arrêtée à une seule journée. Le samedi 1er mars 2026, les mêmes corporations ont de nouveau participé aux travaux, renforcées cette fois par les opérateurs économiques membres de la Fédération des entreprises du Congo, sous la coordination de Kembo Amnasi.

Cette convergence d’acteurs — transporteurs, commerçants et autorités — traduit une volonté commune d’inscrire le Salongo dans la durée et d’en faire un levier de transformation urbaine à Goma.

Vers une culture durable de l’assainissement

À travers cette initiative, les autorités urbaines entendent instaurer une véritable culture de responsabilité collective autour de la propreté et de l’organisation de la ville.

Le Salongo s’impose ainsi progressivement comme un rendez-vous citoyen incontournable, symbole d’une ville en quête de modernité et de discipline urbaine.

Par Marty Dacruz OLEMBA

Nyiragongo : le Mwami de Bukumu appelle à l'unité, à la paix et au développement local insiste sur la cohésion sociale, la sécurité et la responsabilité des notables



Nyiragongo — Le Mwami de la chefferie de Bukumu, Butsitsi Kahembe IV Isaac, a lancé un appel fort à l'unité, à la cohabitation pacifique et au développement, lors d'un meeting tenu à l'esplanade de la chefferie, en territoire de Nyiragongo.

Devant un public composé de notabilités locales, de chefs de villages, de groupements ainsi que des Nyumba Kumi, l'autorité coutumière a insisté sur le rôle central de chacun dans la consolidation de la paix, de la sécurité et du vivre-ensemble dans cette partie du Nord-Kivu.

Un accent sur la cohésion et le vivre-ensemble

Dans son adresse, le Mwami a placé la cohésion sociale au centre de son message, estimant que le développement durable de la chefferie de Bukumu ne peut être envisagé sans une véritable unité entre les communautés. Il a rappelé que la paix locale repose avant tout sur la capacité des habitants à vivre ensemble, au-delà des appartenances ethniques, sociales ou politiques.

Insistant sur les réalités du terrain,

l'autorité coutumière a dénoncé les comportements qui fragilisent cette unité, notamment le tribalisme, les rivalités internes et le non-respect des structures hiérarchiques. Selon lui, ces divisions constituent des obstacles majeurs à la stabilité et exposent la population à des tensions inutiles, alors même que des efforts importants sont fournis pour restaurer la paix dans la région.

Enfin, le Mwami a appelé les notables, chefs locaux et cadres de base à jouer pleinement leur rôle de médiateurs et de garants du vivre-ensemble. Il les a exhortés à promouvoir des valeurs de tolérance, de respect mutuel et de solidarité, afin de consolider une cohabitation pacifique durable. Pour lui, seule une communauté unie, disciplinée et responsable peut poser les bases d'un développement réel et inclusif dans la chefferie de Bukumu.

Le rôle clé des notables dans la stabilité

Le Mwami a rappelé que les notables constituent des acteurs essentiels dans la gestion quotidienne de la sécurité et de la stabilité communautaire. Il a insisté sur leur responsabilité en tant que relais directs entre la population et

les autorités coutumières.

Il a également déploré certains comportements de relâchement ou de non-respect de la hiérarchie, appelant chacun à plus de discipline et d'engagement dans l'exercice de ses fonctions.

« Le travail de terrain repose en grande partie sur les notables. Leur engagement est déterminant pour garantir la paix et éviter les tensions », a-t-il souligné.

Sécurité et mobilisation communautaire

Abordant la question sécuritaire, l'autorité coutumière a insisté sur la nécessité de renforcer la vigilance collective et la participation active de la population dans les mécanismes de protection locale.

Il a également évoqué l'importance de l'implication des jeunes dans les structures communautaires de sécurité, estimant que leur engagement constitue un levier essentiel pour consolider la stabilité et prévenir les menaces.

Des actions orientées vers le développement

Sous son autorité, plusieurs initiatives communautaires sont encouragées, notamment :

les travaux d'assainissement à travers le Salongo permanent, l'entretien des espaces agricoles et pastoraux, et la valorisation des activités rurales, qui constituent la vocation principale de la chefferie de Bukumu.

Ces actions traduisent une volonté de promouvoir un développement local durable, basé sur l'implication directe de la population.

Un engagement renouvelé pour la population

En conclusion, le Mwami a salué la mobilisation des cadres et notables présents, tout en les invitant à continuer à relayer les préoccupations de la population afin d'y apporter des solutions adaptées.

Il a réaffirmé sa disponibilité et son engagement à accompagner toutes les initiatives visant à renforcer la paix, l'unité et le développement au sein de la chefferie de Bukumu.

Par Marty Dacruz OLEMBIA

KKS – Singoma Mwanza : plus de 2 millions USD disponibles, mais un vide opérationnel appelle l'implication des incubateurs locaux

Entre retrait des institutions financières et maintien des acteurs économiques sur le terrain, la relance du programme passe par des solutions locales adaptées



Goma — Le programme KKS, à travers l’initiative Singoma Mwanza, se retrouve aujourd’hui face à un paradoxe majeur : les financements existent, mais leur accessibilité est fortement compromise.

Alors que plus de 2 millions de dollars américains ont déjà été mobilisés pour soutenir les projets entrepreneuriaux, le retrait des banques et institutions financières de Goma et Bukavu, lié au contexte sécuritaire, a créé un vide dans la gestion et la distribution de ces fonds.

Un programme déjà financé mais interrompu dans son fonctionnement

Depuis sa mise en œuvre, KKS a permis de financer et d’accompagner plusieurs dizaines de projets locaux, dans des secteurs clés tels que l’agriculture, la transformation, le commerce et les services.

L’un des éléments les plus marquants de ce programme résidait dans ses conditions d’accès au financement particulièrement adaptées aux réalités locales. Les bénéficiaires pouvaient accéder aux fonds sans exigence de garanties classiques, avec des taux d’intérêt compris entre 0,5 % et 1,75 % par mois, en mode dégressif.

Ces conditions ont permis à de nombreux porteurs de projets, souvent exclus du système bancaire traditionnel, de lancer et développer leurs activités.

Des projets en attente faute d’interlocuteurs

Aujourd’hui, le principal défi réside dans l’absence des institutions financières qui assuraient la gestion des fonds. Suite à leur retrait de certaines zones, notamment Goma et Bukavu, les bénéficiaires se retrouvent sans encadrement ni canal d’accès aux financements.

Plusieurs porteurs de projets, pourtant éligibles ou déjà engagés dans le processus, ne savent plus à qui s’adresser pour :

finaliser leurs dossiers, accéder aux fonds, ou bénéficier du suivi nécessaire.

Cette rupture intervient alors même que les mécanismes étaient conçus pour être inclusifs et accessibles.

Un blocage qui freine la dynamique entrepreneuriale

Cette situation met en difficulté plusieurs initiatives en cours, certaines étant à l’arrêt ou en ralentissement faute d’accès aux financements complémentaires.

Au-delà des projets individuels, c’est toute une dynamique économique locale qui se trouve impactée. Des activités génératrices de revenus sont aujourd’hui fragilisées alors qu’elles constituaient un levier concret de développement.

Les incubateurs locaux, une alternative stratégique

Face à ce vide opérationnel, plusieurs regards se tournent désormais vers les incubateurs et structures d’accompagnement présents dans la région.

Des organisations telles que Kivu Entrepreneurs disposent déjà de l’expertise nécessaire pour :

accompagner les porteurs de projets, structurer les dossiers de financement, et assurer un suivi rigoureux des fonds.

Dans un contexte où les banques sont absentes, ces structures pourraient jouer un rôle clé dans la continuité du programme.

L’économie ne peut attendre la stabilité politique

Plusieurs observateurs estiment que les dynamiques économiques locales ne devraient pas être suspendues aux évolutions politiques ou sécuritaires.

Les projets entrepreneuriaux, qui constituent un levier direct de survie et de développement, nécessitent une continuité dans leur financement, surtout lorsque des mécanismes accessibles — sans garantie et à faible taux — ont déjà prouvé leur efficacité.

Des acteurs économiques toujours présents sur le terrain

Malgré le retrait de certaines institutions financières, d’autres acteurs économiques continuent d’opérer dans les zones concernées.

C’est notamment le cas de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), qui reste active dans les zones sous contrôle de l’AFC/M23 et continue de structurer l’activité économique locale.

Cette présence démontre que l’économie réelle reste dynamique et que les bases d’une relance existent.

Vers une relance adaptée au contexte local

La relance du programme KKS passe désormais par une adaptation aux réalités du terrain. Il ne s’agit plus de mobiliser les fonds — ils existent — mais de rétablir leur accessibilité.

L’implication des incubateurs, en collaboration avec les acteurs économiques locaux, pourrait permettre de :

reconnecter les bénéficiaires aux financements, sécuriser les projets existants, et élargir l’accès à de nouveaux porteurs d’initiatives. Un enjeu stratégique pour l’économie locale

Au-delà du programme KKS, cette situation met en évidence un défi majeur : garantir l’accès effectif au financement dans un environnement instable.

L’avenir de nombreux projets dépend aujourd’hui de la capacité à mettre en place des solutions locales adaptées, capables de faire le lien entre les ressources disponibles et les entrepreneurs.

Par la rédaction TIC-TAC HEBDO